

# Les détournements d'armes et de munitions dans les opérations de paix

## Observations fondées sur des missions au Soudan et au Soudan du Sud

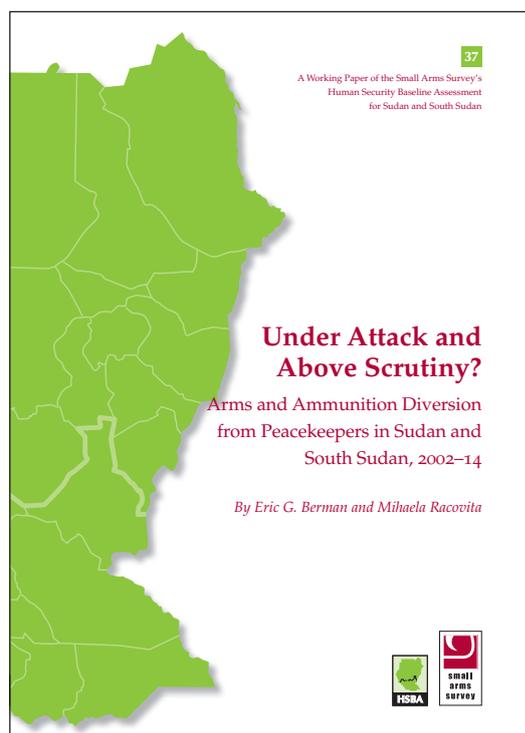
Le déploiement des forces de l'Organisation des Nations unies (ONU) atteint désormais le chiffre inédit de plus de 100 000 casques bleus mobilisés (dont la police et le personnel militaire). Plus du quart des effectifs engagés dans les 16 opérations de maintien de la paix onusiennes en cours est stationné au Soudan ou au Soudan du Sud. Le Small Arms Survey a récemment étudié les 11 opérations de paix<sup>1</sup> menées dans ces deux pays entre 2002 et 2014, en axant son analyse sur celles autorisées par l'Union africaine (UA) et l'ONU. Dans le contexte du Soudan et du Soudan du Sud comme dans le cadre d'autres opérations, les soldats de la paix travaillent dans des environnements souvent hostiles et sur des terrains inhospitaliers où la paix dont ils sont les garants est ténue, voire inexistante. Étant donné la nature de leurs opérations, et bien qu'ils accomplissent leurs missions avec compétence et professionnalisme, les soldats de la paix perdent<sup>2</sup> des armes et des munitions, souvent pour s'être simplement trouvés « au mauvais endroit au mauvais moment ».

Cette note de recherche met en lumière l'ampleur des détournements d'armes et de munitions appartenant aux forces de maintien de la paix durant leurs missions au Soudan et au Soudan du Sud. Elle est fondée sur des

recherches menées par le Small Arms Survey durant ces dix dernières années, dans le cadre du projet Bilan en matière de sécurité humaine (HSBA), sur le thème de la prolifération des armes et de la détention d'armes au Soudan et Soudan du Sud. Cette note synthétise les résultats de la toute dernière étude HSBA (Berman et Racovita, 2015, voir figure 1), et s'appuie sur une nouvelle série de données du Small Arms Survey relative aux détournements. Celle-ci comprend des informations émanant de diverses sources, dont des rapports de l'ONU et de l'UA, des articles de presse, des travaux académiques et plus de 100 entretiens avec des informateurs clés. Elle a été élaborée dans le but de contribuer à l'amélioration de l'efficacité des opérations de paix, grâce à des analyses portant sur la question peu étudiée des détournements des armes et munitions utilisées dans ce cadre (voir Berman et Racovita, 2013).

Dans cette note, le détournement est défini comme un « changement non autorisé dans la détention ou l'utilisation de matériel militaire (armes, munitions, pièces et explosifs) opéré, à une échelle nationale ou internationale, à partir d'un stock ou suite à un transfert ». Cette étude ne traite pas du détournement d'autres matériels comme les outils de communication, les uniformes et les véhicules, bien que nous reconnaissons que ces pertes peuvent aussi avoir des conséquences négatives sur la protection des troupes.

Figure 1 Document de travail HSBA n° 37

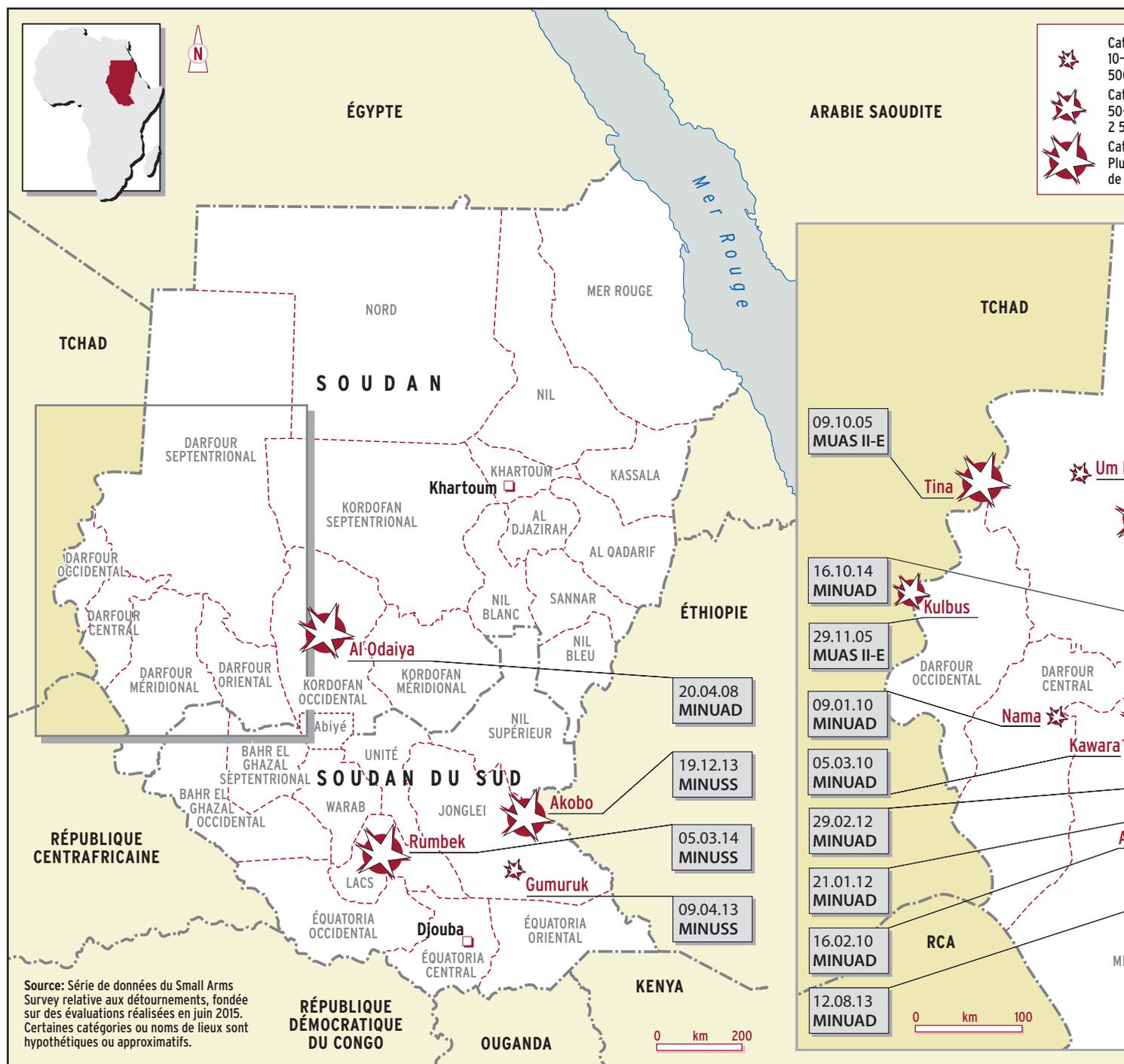


### Les détournements de matériel ne sont ni rares ni négligeables

Entre 2004, date du premier déploiement au Soudan de forces de maintien de la paix avec armes et munitions, et 2014, on a pu identifier au moins 22 détournements considérés comme notables (voir carte 1), soit en moyenne une occurrence tous les six mois. Le matériel a été perdu durant des patrouilles, au cours de convois mais aussi dans des lieux fixes.

Dans le cadre de cette étude, les détournements dits « notables » sont ceux qui ont occasionné la perte d'au moins dix armes à feu ou 500 munitions appartenant aux forces de maintien de la paix. Ces événements sont divisés en trois catégories : la catégorie I (entre 10 et 49 armes à feu ou entre 500 et 2 499 munitions) ; la catégorie II (entre 50 et 99 armes à feu ou entre 2 500 et 4 999 munitions) ; et la catégorie III (plus de 100 armes à feu ou 5 000 munitions).

Carte 1 Les détournements notables d'armes et de munitions dans le cadre des missions de l'ONU et de l'UA au Soudan et Soudan du Sud, 2005-2014<sup>3</sup>



Source : Berman et Racovita, 2015, p. 66-67

Près de la moitié des incidents notables étaient de catégorie II ou III. Au cours de l'un d'entre eux, plus de 500 000 munitions ont été dérobées en une fois. Quatre autres incidents ont probablement occasionné la perte d'au moins 10 000 cartouches. En 2007, on estime que plus de 100 000 munitions ont été subtilisées au cours de la prise et du pillage de la base militaire MUAS II-E de Haskanita. L'équipement perdu à l'occasion de ces assauts n'a que très rarement été récupéré. On peut toutefois mentionner une exception notable : l'Armée populaire de libération du

Soudan (SPLA) a saisi – et restitué en mars 2014 – plus de 50 armes à feu et environ 6 000 munitions, des équipements militaires qui avaient été dérobés à la mission de l'ONU au Soudan du Sud (MINUSS).

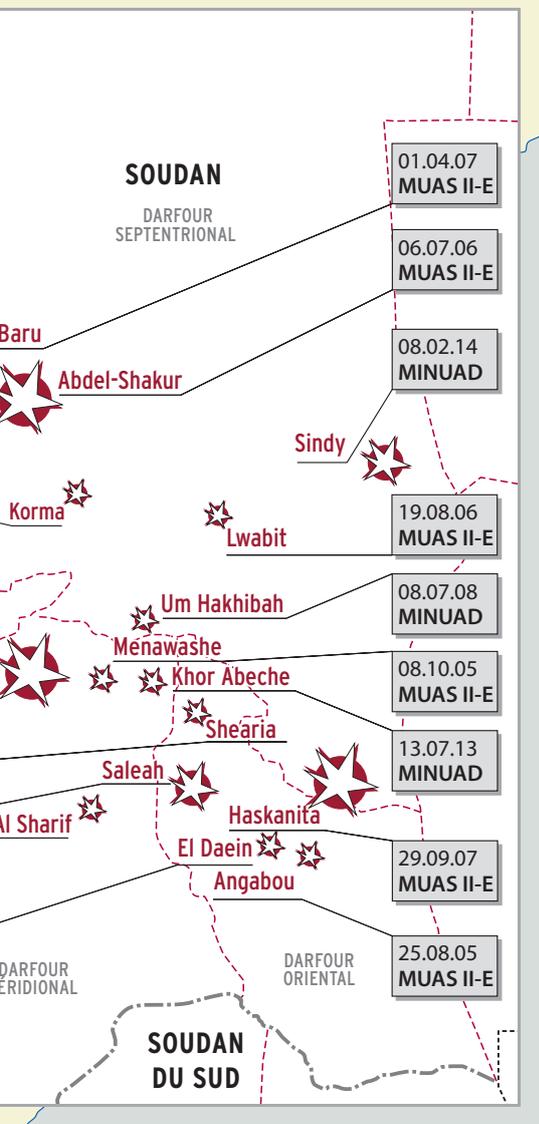
Lors des événements notables recensés, les soldats de la paix ont perdu plus de 500 armes et 750 000 munitions au total, parmi lesquelles des pistolets, des fusils d'assaut, des mitrailleuses (dont des mitrailleuses lourdes), des lance-grenades, des armes antichars, des mortiers ainsi que des munitions servant à alimenter ces systèmes d'armement.

## Les pertes signalées ne permettent de mesurer ni l'échelle ni l'envergure véritable des détournements

Les incidents notables et pertes de matériels pris en compte dans le cadre de l'étude du Small Arms Survey ne permettent de mesurer ni l'échelle ni l'envergure véritable des détournements survenus dans le cadre des opérations de paix au Soudan et au Soudan du Sud. Les modalités de signalement de ces événements peuvent poser

|   |                              |
|---|------------------------------|
| catégorie I<br>1-49 armes ou<br>0-2 499 munitions           | --- Frontière internationale |
| catégorie II<br>50-99 armes ou<br>100-4 999 munitions       | - - - Frontière nationale    |
| catégorie III<br>100-499 armes ou<br>500-9 999 munitions    | ⋯ Abiyé                      |
| catégorie IV<br>500-999 armes ou<br>10 000-49 999 munitions | □ Capitale                   |

Le dépassement d'un seul des deux seuils justifie le classement d'un événement dans la catégorie supérieure.



problème, notamment parce qu'elles sont souvent inexistantes. La plupart du temps, ces événements ne sont pas documentés, faute d'un processus adéquat de conservation des données et d'une volonté de transmettre l'information et de publier des résultats détaillés (voir ci-après).

De plus, le cumul des pertes occasionnées par les nombreux détournements définis comme « non notables » peut s'avérer conséquent. L'étude du Small Arms Survey a permis d'identifier une période de dix semaines durant laquelle quatre attaques menées

contre les forces de la MINUAD (l'Opération hybride de l'Union africaine et des Nations unies au Darfour) ont conduit à la perte d'au moins quatre fusils d'assaut, une mitrailleuse légère, 380 munitions et deux véhicules – et, plus important encore, à la mort de deux soldats de la paix. Chaque jour, les effectifs de l'UA et de l'ONU effectuent des dizaines, voire des centaines, de patrouilles, soit plusieurs milliers par an. En décembre 2008 et janvier 2009, la police et les effectifs de la MINUAD ont effectué plus de 8 000 patrouilles – soit plus de cinq par heure en moyenne –, alors même que ces forces n'avaient été déployées qu'à moins de 60 % de leur potentiel (CSNU, 2009, par. 2, 3, 22)<sup>4</sup>. Ces patrouilles se déroulent presque toujours sans incident. Mais, même si une patrouille sur mille donne lieu à une altercation avec un groupe armé et qu'une altercation sur dix occasionne la perte de matériel appartenant au contingent, on peut imaginer que des centaines d'incidents ayant conduit à des pertes d'ampleur variable n'ont jamais été signalés. Si ces événements pris individuellement ne peuvent pas être qualifiés de « notables », ils sont à l'origine de pertes notables de matériel, dont des armes et des munitions. Il serait donc utile de mieux comprendre les circonstances et la fréquence des attaques subies par les patrouilles.

### Des rapports opaques et une mauvaise conservation des données

Les données recueillies perdent de leur valeur dans un contexte où prévalent l'opacité et l'imprécision terminologique. À titre d'exemple, le terme « embuscade » est souvent employé de manière générique, au point d'en perdre son sens spécifique. Au cours de leurs recherches, les auteurs ont par exemple trouvé le mot « embuscade » employé pour décrire une circonstance dans laquelle des soldats de la paix ont été abordés et sommés de remettre leurs armes par un petit groupe d'hommes légèrement armés et sans aucun avantage tactique. Le même terme était employé ailleurs pour décrire une attaque de grande envergure menée par des hommes lourdement armés, qui disposaient de chevaux et de véhicules munis de mitrailleuses – et parfois de l'avantage d'un terrain plus élevé. De plus, en l'absence de détails,

le mot « véhicule » peut être utilisé pour minimiser ou sous-estimer la quantité ou l'existence du matériel perdu. De nombreux véhicules commerciaux non blindés sont utilisés pour escorter des soldats de la paix ou comme véhicules tout-terrain. Ils sont équipés de mitrailleuses moyennes ou lourdes, mais les détails concernant de telles pertes sont rarement communiqués.

Les insuffisances constatées dans les rapports et la conservation des données viennent s'ajouter aux problèmes évoqués. À l'évidence, les missions concernées préfèrent ne pas communiquer les mauvaises nouvelles, ce qui est compréhensible. En outre, la communication des informations est parfois rendue plus complexe par le fait que les personnes en charge des rapports les rédigent dans une langue étrangère, une contrainte qui tend à limiter l'introduction de détails et de nuances pourtant utiles.

Dans le cadre de la mission de l'UA au Soudan (MUAS), il a été difficile d'établir des rapports sur les détournements à cause d'une pénurie d'ordinateurs et autres équipements de télécommunications.

### La surveillance des armes récupérées : une « zone grise »

La conservation des données et les mécanismes de surveillance relatifs aux armes récupérées dans le cadre des opérations de paix sont également considérés comme problématiques. En général, l'inventaire du matériel récupéré lors des programmes formels et obligatoires de désarmement, démobilisation et de réinsertion (DDR) est relativement rigoureux (bien que pas nécessairement efficace dans l'optique du traçage des armes). Mais les données et mécanismes de surveillance relatifs aux armes et munitions récupérées en dehors des programmes de DDR restent très insuffisants. Les armes récupérées dans le cadre des opérations de bouclage et de fouille, des combats avec des forces ennemies ou des raids sur des caches d'armes bénéficient souvent d'un traitement *ad hoc*. Certains équipements sont rendus aux groupes armés auxquels ils ont été pris, d'autres sont redistribués aux autorités locales et d'autres encore sont détruits ou conservés en lieu sûr. (Cette approche laxiste n'est apparemment pas l'apanage

des opérations de paix étudiées ici). À ce sujet, le Conseil de sécurité des Nations unies a récemment réaffirmé que la Force intérimaire de sécurité des Nations unies pour Abiyé (FISNUA) avait pour mandat de détruire les armes et munitions saisies. Il s'agit d'un progrès considérable.

## Conclusion

Cette note de recherche et l'étude sur laquelle elle se fonde n'ont pas pour objectif de surévaluer l'ampleur des détournements d'armes et de munitions durant les opérations de paix. Le Small Arms Survey, conscient des délicats calculs et considérations politiques nécessaires à ces opérations, s'est efforcé de rester modéré dans ses estimations et transparent sur sa méthodologie. Cette recherche ne laisse pas entendre que les détournements liés aux opérations de maintien de la paix constituent un problème majeur, ni qu'il conviendrait de traiter en priorité cette source d'approvisionnement en armes des groupes armés. Bien qu'il soit impossible d'estimer précisément le volume total des armes et munitions illicites détenues par ces groupes armés, l'étude suggère que celles dérobées aux soldats de la paix n'en représentent qu'une petite partie. L'étude révèle néanmoins que les pertes en matériel ne sont ni rares ni négligeables, et qu'il serait possible d'améliorer la conservation des données, les rapports et la surveillance en la matière. Les auteurs ont également tenté d'apporter des éléments de réflexion susceptibles de calmer les préoccupations d'ordre politique qui peuvent empêcher le signalement des détournements. Les soldats de la paix seront sans doute amenés à effectuer des missions plus complexes dans des zones encore plus instables, et seront donc plus vulnérables aux attaques. Dans ce contexte, la nécessité de résoudre les problèmes de détournement pourrait se faire plus impérative et plus pressante. ■

## Abréviations et acronymes

|        |  |
|--------|--|
| HSBA   | Bilan en matière de sécurité humaine                                   |
| MINUAD | Opération hybride de l'Union africaine et des Nations unies au Darfour |
| MINUSS | Mission des Nations unies au Soudan du Sud                             |
| MUAS   | Mission de l'Union africaine au Soudan                                 |

|           |   |
|-----------|---|
| MUAS II-E | MUAS II-E (E pour <i>enhanced</i> , soit améliorée) |
| ONU       | Organisation des Nations unies                      |
| UA        | Union africaine                                     |

## Notes

- 1 Dans cette note de recherche et dans l'étude principale dont elle s'inspire, le terme « opérations de paix » recouvre toutes les formes d'engagement multilatéral supposant le déploiement de forces de police ou de personnel militaire en uniforme, armés ou non, à l'exclusion des engagements militaires visant à renverser un gouvernement. Parmi ces missions, on peut notamment évoquer les « opérations de maintien de la paix », les « opérations de soutien de la paix », les « opérations de mise en œuvre de la paix » et les « opérations de stabilisation ».
- 2 Dans cette note, les termes « perte » et « détournement » sont interchangeables. Mais l'étude a montré que des armes et des munitions avaient été perdues sans toutefois qu'il s'agisse d'un détournement. Dans certains cas, les forces de maintien de la paix perdent du matériel dans des circonstances telles que leur remise en circulation est peu probable (si elles ont, par exemple, coulé au fond d'une rivière).
- 3 La MUAS I, la quatrième des 11 opérations de paix menées au Soudan ou Sud-Soudan, a été la première à se déployer avec armes et munitions. Les premiers détournements ont été signalés en 2005, dans le cadre de la MUAS II-E.
- 4 Selon l'ONU, la mission a effectué 8 694 patrouilles en décembre 2008 et janvier 2009. 3 552 ont été menées à bien par des militaires (1 325 à des fins d'instauration de la confiance, 1 748 dans les villages et 479 patrouilles d'escorte) et la police en a effectué 4 142 (3 806 à l'intérieur des camps de personnes déplacées et 1 336 à l'extérieur des camps) (CSNU, 2009, par. 22). Dans le cadre de cette mission, un peu plus de 140 patrouilles ont donc été effectuées chaque jour, en moyenne.

## Bibliographie

- Berman, Eric G. et Mihaela Racovita. 2013. *Diversion of Weapons within Peace Operations : Understanding the Phenomenon*. GCSP Policy Paper 2013/8. Genève : Geneva Centre for Security Policy. 9 décembre.
- . 2015. *Under Attack and Above Scrutiny ? Arms and Ammunition Diversion from Peacekeepers in Sudan and South Sudan, 2002-14*. HSBA Working Paper 37. Juillet. Genève : Small Arms Survey.
- CSNU (Conseil de Sécurité de l'ONU). 2009. Rapport du Secrétaire général sur le déploiement de l'Opération hybride Union africaine - Nations unies au Darfour. S/2009/83 du 10 Février.

Pour plus d'informations sur le Soudan et le Soudan du Sud :

[www.smallarmssurvey.org](http://www.smallarmssurvey.org)

## À propos du Small Arms Survey

Le Small Arms Survey est un centre d'excellence mondial auquel a été confié le mandat de produire des connaissances sur tous les sujets relatifs aux armes légères et la violence armée, connaissances qui doivent être impartiales, factuelles et utiles à l'élaboration des politiques. Il est la principale source internationale d'expertise, d'informations et d'analyses sur les questions relatives aux armes légères et à la violence armée et joue le rôle d'un centre de documentation pour les gouvernements, les décideur-e-s politiques, les chercheur-se-s et la société civile. Les locaux du projet sont situés au sein de l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève, en Suisse. Pour plus d'informations : [www.smallarmssurvey.org](http://www.smallarmssurvey.org).

## À propos du HSBA

En produisant et diffusant activement des recherches empiriques ponctuelles, le Bilan en matière de sécurité humaine (HSBA) pour le Soudan et le Soudan du Sud œuvre en faveur des projets de lutte contre la violence – dont les programmes de DDR et les mesures incitatives visant à la récupération des armes détenues par des civils –, de la réforme du secteur de la sécurité, ainsi que des interventions de maîtrise des armements dans ces deux pays. Le HSBA propose également des conseils en matière de mise en œuvre de politiques visant à réduire l'insécurité.

Publication en français : mars 2017

## Crédits

Auteurs : Eric G. Berman et Mihaela Racovita  
Traduction : Aurélie Cailleaud  
Cartographie : Jillian Luff  
Composition : Rick Jones

## Contact

Small Arms Survey  
Maison de la Paix,  
Chemin Eugène-Rigot 2E  
1202 Genève, Suisse

t +41 22 908 5777 f +41 22 732 2738  
e [info@smallarmssurvey.org](mailto:info@smallarmssurvey.org)

Cette note se base sur le HSBA Working Paper 37, financé essentiellement par le gouvernement norvégien. La présente traduction a été élaborée grâce au soutien du gouvernement canadien dans le cadre du projet Pour des Opérations de Paix Plus Efficaces (POPPE).

Canada

